

Etablissement public à caractère administratif
73 avenue de Paris
94160 Saint-Mandé

Représenté par M. Sébastien SORIANO, son Directeur Général
nommé par décret du (Journal Officiel du 6 décembre 2018)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP n°GBM 24072)

**Accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture de titres-
restaurant semi-dématérialisés**

Service responsable de la passation du marché :
Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent CCP comporte 20 feuillets numérotés de 1 à 20.

ARTICLE 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 – MODALITÉS RELATIVES AUX COMMANDES	9
ARTICLE 4 – ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES	10
ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION	10
ARTICLE 6 : PLAN DE PROGRES	12
ARTICLE 7–OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D’ADMISSION	12
ARTICLE 8– TITRES NON UTILISÉS, PERDUS OU PERIMÉS	12
ARTICLE 9– CARTES DEFECTUEUSES.....	13
ARTICLE 10– CARTES DE PAIEMENT VOLÉS OU BLOQUEES ET LEUR REMPLACEMENT	13
ARTICLE 11– FIN DE MARCHÉ OU ARRÊT DES SERVICES.....	14
ARTICLE 12– NATURE, MODE DE PASSATION, FORME, MODE D’EXECUTION, DURÉE ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	14
ARTICLE 13– PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	15
ARTICLE 14– PRIX DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 15– FACTURATION	17
ARTICLE 16– MODALITES DE PAIEMENT	18
ARTICLE 17– DÉMARCHE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	18
ARTICLE 18– SECRET- CONFIDENTIALITÉ	18
ARTICLE 19– SOUS-TRAITANCE	19
ARTICLE 20– ASSURANCE	19
ARTICLE 21– CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	19
ARTICLE 22– RESILIATION	20
ARTICLE 23– LANGUE DU MARCHÉ	20
ARTICLE 24– LITIGES	20
ARTICLE 25– DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	20

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture de titres-restaurant semi-dématérialisés au bénéfice des agents éligibles de l'IGN.

Les titres-restaurant doivent être présentés sous forme de carte à puce prépayée et rechargeable (utilisable dans les mêmes terminaux que la carte bancaire).

Les sites géographiques susceptibles d'être concernés par le dispositif des titres-restaurant sont mentionnés ci-après.

1 - Aix-En-Provence :

Europarc de Pichaury
Bâtiment B6
1330 Avenue JRGG de la Lauzière
Les Milles
13290 AIX-EN-PROVENCE

2 - Beauvais :

3 rue Cassini
60000 TILLÉ

3 - Bordeaux :

Rue Pierre Ramond Caupian
BP 60104
33166 SAINT-MÉDARD-EN-JALLES Cedex

4 - Caen :

10 Boulevard Général Vanier
14000 CAEN

5 - Champigneulle :

1 rue des Blanches Terres
54250 CHAMPIGNEULLES

6 - Creil :

EGI
Base aérienne
110 Allée du Lieutenant Maurice Choron
60314 CREIL Cedex

7 - Lille :

17 rue Jeanne D'Arc
59000 LILLE

8 - Lyon :

239 rue Garibaldi
69422 LYON Cedex 03

9 - Marne-La-Vallée :

ENSG

Cité Descartes

6-8 Avenue Blaise Pascal

77455 MARNE-LA-VALLÉE Cedex

10 - Nancy :

11 rue de l'Île de Corse

54000 NANCY

11 - Nogent-Sur-Vernisson :

Château des Barres

45290 NOGENT-SUR-VERNISSON

12 - Saint-Mandé :

73, avenue de Paris

94160 SAINT-MANDE

13 - Université Paris-Diderot :

5 rue Thomas Mann

75013 Paris

14 - Ramonville-Saint-Agne :

6 avenue de l'Europe

31520 Ramonville Saint Agne

15 – Nantes :

Cité administrative de Nantes

12 boulevard Vincent Gache, 44200 Nantes

La liste des sites bénéficiaires est susceptible d'évolution en cours d'exécution du marché, selon les contextes rencontrés.

Les prestations attendues comprennent :

- La gestion et le traitement des commandes des cartes « titres-restaurant » :
 - la fabrication de la carte de paiement « titres-restaurant » ;
 - la personnalisation, l'incrémentation des titres-restaurant (nombre de titres et valeur faciale) dématérialisés par carte et bénéficiaires ;
 - l'activation de la carte de paiement « titres restaurant ».
- La mise en place d'un accès permanent, sécurisé et gratuit pour les utilisateurs :
 - au solde de son compte personnel de titres-restaurant ;
 - à la date de péremption des titres (et à la date limite d'échange) ;
 - au montant des titres ;
 - le montant de la valeur faciale du titre.
- Un service d'accompagnement (activation, perte et vol, réclamations, demandes d'informations etc.).
- Toute autre prestation annexe proposée.

Le tableau ci-dessous présente les données de consommation globales moyennes sur les exercices 2022 à 2024 ainsi que les projections de consommation pour l'exercice 2025.

Type donnée	Valeur moyenne 2022	Valeur moyenne 2023	Valeur moyenne 2024	Projection 2025
Nombre de bénéficiaires	145 personnes	400 personnes	145 personnes	145 personnes
Valeur faciale	6,50 €	6,50 €	7,50 €	7,50€
Valeur moyenne commande	31 083€	53 563 €	72 000 €	72 000 €

Ces données sont fournies à titre indicatif et ne constituent en aucun cas des engagements de commande. Il est établi que les besoins de l'IGN évolueront mensuellement corrélativement à ses effectifs, à la hausse comme à la baisse.

Les modalités administratives du marché ainsi que les caractéristiques techniques et les conditions d'exécution des prestations sont définies dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°GBM 24072.

ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2-1 VALEUR FACIALE DES TITRES RESTAURANT DEMATERIALISES

La valeur faciale du titre-restaurant est fixée à **7,50 € TTC**.

Cette valeur pourra toutefois être modifiée à la hausse ou à la baisse par l'IGN qui informera le titulaire du nouveau montant à porter sur les titres-restaurant, dans le délai d'un (1) mois minimum avant la mise en application de cette décision.

Cette modification éventuelle sera matérialisée par un avenant au marché, pour une mise en application dans le mois qui suit la date de notification de l'avenant. Le taux des frais de gestion appliqué par le prestataire sur la valeur faciale restera identique.

Le titulaire s'engage à modifier gratuitement les titres restaurant à chaque changement de leur valeur faciale.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations du marché et de ses éventuels avenants. Il doit garantir un niveau de professionnalisme et de qualité.

2-2 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES TITRES RESTAURANT DEMATERIALISES

Les titres-restaurant sont valables pour l'année civile de leur distribution et jusqu'au mois de février inclus de l'année suivante.

2-3 PERSONNALISATION DES TITRES-RESTAURANT DEMATERIALISES

Les cartes de titres-restaurant, d'une durée de validité de 4 ans minimum, porteront les mentions suivantes :

- Nom, prénom de l'agent et deuxième prénom en cas d'homonymie ;
- Entité à laquelle appartient l'agent ;
- Logo de l'IGN si celui -ci n'est pas facturé ;
- Le numéro de carte permettant son identification
- La date d'expiration de la carte

ainsi que les mentions prévues aux 1° et 2° de l'article R3262-1-1 du code du travail.

Il est attendu que les dispositions réglementaires énumérées à l'article R3262-1-2 du code du travail s'appliquent pleinement au dispositif proposé de titres-restaurant semi-dématérialisés.

2-4 SÉCURISATION DES TITRES-RESTAURANT DEMATERIALISES

Les commandes de carte, leur chargement et remplacement comme leur sécurisation devront respecter les règles de la Commission nationale des titres-restaurant (CNTR).

Un service d'accompagnement (activation, perte et vol, réclamations, demandes d'informations etc.) sera mis en œuvre par l'émetteur.

Une fonctionnalité de blocage automatique du paiement empêchant l'utilisation des titres-restaurant devra être mise en œuvre par l'émetteur conformément 5° de l'Article R3262-1-2 du Code du travail lorsque :

- le paiement n'est pas effectué au profit d'une personne ou d'un organisme mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 3262-3 ;
- l'agent n'a pas utilisé tous les titres émis durant l'année civile écoulée jusqu'au mois de février de l'année N+1 inclus
- les titres-restaurant ne sont pas utilisables les dimanches et jours fériés

2-5 PRESTATIONS ATTENDUES DU TITULAIRE :

L'IGN attend du titulaire qu'il donne aux bénéficiaires accès à un réseau d'affiliés le plus large possible. Ce réseau devra intégrer, outre des restaurants, des commerces alimentaires (grande distribution et proximité).

Les titres-restaurant doivent être valables en France métropolitaine.

Sous réserve de la réglementation applicable en la matière, ils pourront être utilisés dans :

- les restaurants : restauration traditionnelle, restauration rapide, traiteurs, brasseries, etc.,
- les commerces de détail : boulangeries, boucheries, fruits et légumes, etc.,
- la grande distribution.
- les enseignes de ventes à distance
- les réfrigérateurs connectés
- les lieux de restaurations dans les trains

2-6 INTERFACE DE GESTION DES COMPTES POUR LES AGENTS :

Le titulaire mettra en place une interface de gestion des comptes créditeurs de titres restaurant.

Chaque agent disposera de son espace personnel, associé au support dématérialisé, lui permettant d'avoir accès à toutes les informations concernant l'état d'utilisation de ses titres restaurant dématérialisés.

L'interface de gestion sera protégée et accessible par saisie d'un identifiant et d'un mot de passe.

L'agent aura la possibilité de changer son mot de passe d'accès ainsi que les informations personnelles le concernant.

L'interface du titulaire devra permettre aux bénéficiaires de demander le report de ses sommes directement depuis leur espace personnel. L'employeur validera via son espace dédié, les demandes de report. Le titulaire créditera la carte du montant correspondant aux sommes non utilisées, dans un délai de 24 heures, à compter de la validation par l'employeur.

Plusieurs moyens de consultation du solde de son compte devront être mis à disposition des agents :

Le compte de gestion sera bloqué, sans « découvert » autorisé.

L'agent devra pouvoir faire opposition, en cas de perte ou vol du support de dématérialisation. Le titulaire mentionnera de manière claire et précise les services à contacter le cas échéant.

Le candidat détaillera dans son mémoire technique l'ensemble des services associés liés à la détention et l'utilisation de la carte.

2-7 INTERFACE DE GESTION EMPLOYEUR :

Le service d'action sociale et de prévention (SASP) accèdera à un espace sécurisé et transmettra les commandes au moyen d'import de données (tableau compatible EXCEL) directement sur l'interface du titulaire.

Le site internet sécurisé du titulaire devra permettre au SASP de :

- Gérer la commande des supports physiques (cartes de paiement) au démarrage de la prestation et livraison sur site et/ou au domicile de l'agent concerné ;
- Procéder au rechargement des cartes et suivre la commande des titres restaurant (de la commande au rechargement et/ou à la livraison) ;
- Gérer le remplacement des cartes (perte, vol, détérioration) et mise en opposition ;
- Être informé de toute modification portant sur la réglementation des titres restaurant ;
- Fournir sur demande la cartographie des établissements acceptant les titres restaurant en France ;
- Proposer un service d'assistance (traitement des incidents, changement de millésime, renseignements et informations, etc.) ;
- Suivre la situation comptable (montant des commandes, suivi de facturation, paiements effectués avec un historique au minimum d'une année).

Le titulaire veillera à détailler dans son mémoire technique l'ergonomie et la simplicité d'utilisation de l'interface de gestion employeur.

Le titulaire accompagnera l'employeur dans l'appropriation de l'interface mise à sa disposition (formation/sensibilisation).

2-8 OUTILS STATISTIQUES :

Le SASP devra disposer à tout moment de l'historique des commandes de titres restaurant (nombre de bénéficiaires et nombre de titres émis à un instant T). L'historique devra être disponible pour une durée minimale de 4 ans.

Pour cela, le titulaire mettra à disposition une solution logicielle d'outils statistiques ou tout autre moyen permettant de mettre à disposition ce reporting (mensuel, trimestriel, semestriel, annuel).

2-9 DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION :

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller l'acheteur sur les modalités d'exécution des prestations. Il assure une mission d'accompagnement sur toute la durée du marché en cas de questions, difficultés éventuelles. Un référent doit être nommé par le titulaire. Les noms et coordonnées téléphoniques et électroniques de cet interlocuteur sont communiqués dès le mémoire technique.

Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations. Il peut porter sur l'organisation, la mise en œuvre, les modalités d'approvisionnement, sur toutes les propositions d'optimisation liées à l'objet du marché ayant un impact positif sur la réduction des coûts.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur et de son processus de production.

2-10 AVANTAGES COMMERCIAUX DES CARTES

Le titulaire proposera en marge des titres fournis, des avantages commerciaux ayant vocation à optimiser le pouvoir d'achat des bénéficiaires, se présentant par exemple sous forme de réductions, promotions ou autres bons d'achat à valoir dans tout type de commerce. Il privilégiera des offres utilisables dans la zone de chalandise de l'utilisateur ou dans des enseignes présentes nationalement ainsi que sur les sites de commerces en ligne.

Les avantages commerciaux seront idéalement adressés aux bénéficiaires par le seul titulaire, et non par ses partenaires commerciaux. Si toutefois les solutions techniques et informatiques mises en œuvre par le titulaire ne le permettaient pas, le titulaire devra s'assurer que les données personnelles qu'il communique à ses partenaires ne sont utilisées par ces derniers que dans la stricte finalité du présent marché, à savoir adresser des avantages commerciaux, ce qui exclut de facto toute action de démarchage et toute communication à des tiers sans le consentement explicite des bénéficiaires.

ARTICLE 3 – MODALITÉS RELATIVES AUX COMMANDES

Les commandes seront transmises par l'IGN au titulaire au moyen de bons de commande notifiés par messagerie électronique ou via le portail internet du titulaire. A ce titre, le titulaire doit être en mesure de proposer une solution informatique sécurisée destinée à une prise de commandes et de traitements informatisés des cartes et titres-restaurant.

Il devra pouvoir intégrer la liste des agents qui lui sera fournie mensuellement par l'IGN

L'état des commandes doit être consultable sur l'outil numérique du titulaire. Ce logiciel de gestion des commandes doit répondre à une utilisation simplifiée et rapide. Le titulaire doit fournir à titre gratuit un guide utilisateur détaillé avec le détail des étapes et pourra proposer d'assurer à titre gratuit la formation du personnel à son utilisation.

Le titulaire accuse réception sans délai des commandes effectuées par messagerie électronique, afin de donner une date certaine à cette réception.

Pour les commandes adressées via la plateforme informatique du titulaire, c'est la date de transmission de la commande qui vaut date certaine de réception.

ARTICLE 4 – ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES

Chaque commande fera apparaître selon les besoins de l'IGN :

- le numéro du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- le numéro et la date de la commande ;
- le nombre de titres à créditer ou/et de cartes souhaitées, par agent bénéficiaire ;
- le ou les lieux de livraison des cartes ;
- le montant unitaire de la valeur faciale des titres ;
- le montant HT et TTC de la commande ;
- toute autre mention ou tout autre besoin que l'IGN jugera utile.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

5.1 Agents bénéficiaires et modalités d'octroi

Les agents concernés sont les titulaires, les stagiaires et les non titulaires volontaires pour en bénéficier.

Ils ne pourront bénéficier que d'un (1) titre-restaurant par jour travaillé (les congés, RTT, récupération, maladie, paternité, maternité, accidents du travail, formations, autorisations exceptionnelles et toutes autres absences seront à décompter) et à condition que le créneau horaire du déjeuner (45 mn) soit compris dans l'horaire de travail journalier.

Actuellement l'évaluation du besoin par site en titres restaurant du personnel de l'IGN étant manuelle, sans lien avec le SIRH, la commande ne pourra avoir lieu avant le 20 du mois M et la livraison/l'implémentation des titres-restaurant de façon dématérialisée devra être effectuée au plus tard le 30 du mois M. Le 1^{er} mois de son entrée en fonction, l'agent ne bénéficiera pas de titres-restaurant.

Le nombre de titres attribués à chaque agent peut être différent en fonction de sa quotité de temps de travail et du nombre de jours travaillés dans le mois.

Ce calendrier sera susceptible de modifications en fonction des évolutions du SIRH de l'IGN et de la prise en compte du calcul automatique du nombre de titres restaurants dévolus aux agents éligibles en fonction de leur temps de présence.

Les cartes « titres restaurant » seront remis aux bénéficiaires par l'IGN.

5.2 Délais d'exécution des commandes

Le délai d'exécution de chaque commande commence à courir à compter de la date certaine de réception de la notification de la commande. La date d'expiration d'une commande est la date de livraison de la totalité de la commande selon les conditions fixées.

La livraison des cartes lors de la commande initiale devra avoir lieu impérativement sous 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de l'IGN. Les commandes suivantes de cartes devront être livrées sous 5 jours ouvrés.

Un guide d'utilisation à destination des bénéficiaires devra être joint aux supports titres-restaurant lors de la livraison initiale.

Les titres-restaurant devront être incrémentés sur la carte support, par voie dématérialisée, dans un délai maximum de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'IGN.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par chaque commande.

.

5.3 Impression – Façonnage- transport

La fabrication des cartes doit être possible dès la date de notification du marché et pour toute la durée du marché.

La délivrance des cartes de paiement « titre restaurant » et leur incrémentation s'effectuent sur une base mensuelle variable selon les jours de présence de l'agent. Le prestataire doit donc être capable de délivrer ou d'incrémenter la carte de paiement « titre restaurant » par agent et par mois selon un volume de titres-restaurant variable, conformément aux bons de commande mensuelle.

La livraison des cartes de paiement « titre restaurant » s'effectue dans un emballage sécurisé et franco de port.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison pour retraitement. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le prestataire doit être titulaire d'une assurance perte ou vol couvrant le transport jusqu'à la remise des cartes « titres -restaurant ».

Le code confidentiel de la carte, personnel et propre à chaque agent, devra être envoyé séparément de la carte par courrier adressé directement au domicile de chaque agent.

La livraison doit se faire conformément aux exigences du présent CCP et dans les conditions définies dans l'offre technique du titulaire.

.

ARTICLE 6 : PLAN DE PROGRES

Dans le cas d'une évaluation négative, le titulaire remettra dans les 2 mois suivant le constat du SASP de l'IGN un plan de progrès intégrant les actions proposées pour corriger les dysfonctionnements observés

ARTICLE 7—OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION

Le titulaire informe l'IGN de la date d'exécution complète des commandes.

L'IGN dispose alors de cinq jours ouvrés pour vérifier si les commandes livrées ont été pleinement réalisées conformément aux demandes exprimées et aux stipulations du marché.

Passé ce délai, la décision d'admission des commandes livrées est réputée acquise. Cette admission implicite ouvre droit au paiement des sommes dues.

Toute livraison incomplète, erronée ou de cartes défectueuses que l'IGN aura constatée dans le délai susvisé devra être corrigée par le titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la demande transmise par l'IGN en temps utile.

ARTICLE 8— TITRES NON UTILISÉS, PERDUS OU PERIMÉS

En application de l'article R3262-12 du code du travail, le représentant du pouvoir adjudicateur de l'IGN peut obtenir du titulaire, au cours du mois qui suit la période d'utilisation, l'échange des inutilisés en ne versant que la rémunération des frais d'émission prévue à l'acte d'engagement du présent marché.

En application de l'article R3262-14, la contre-valeur des titres-restaurant perdus ou périmés, après prélèvement du titulaire effectué sur le fondement de l'article R3262-13, est reversée au profit de l'Entraide sociale du personnel de l'IGN, ou à défaut du titulaire du marché. Un chèque correspondant sera donc établi à l'ordre de l'IGN et envoyé au représentant du pouvoir adjudicateur de l'IGN.

En application de l'article 12 du décret n° 67-1165 (version consolidée au 22 août 2019), le titulaire du marché s'engage à verser annuellement « la ristourne » correspondante aux titres restaurant perdus ou périmés.

Les modalités de reprise et de remboursement des titres périmés sont précisées dans l'offre du titulaire.

Pour une restitution des titres en cours d'année : Tout au long de l'année, les titres restaurant en cours de validité qui n'auraient pas été remis à un bénéficiaire absent (ou pour toute autre raison) pendant la période de référence pourront être retournés au titulaire qui en assurera le remboursement selon les modalités déterminées dans l'offre technique.

Pour les titres arrivés à échéance : Le titulaire s'engage à basculer les titres restaurant non utilisés dans les conditions prévues à cet effet à la date de fin de validité des titres.

ARTICLE 9– CARTES DEFECTUEUSES

Les cartes défectueuses seront retournées au titulaire du marché dans un délai de (5) jours ouvrés à compter de la constatation du défaut. Le titulaire s'engage à renvoyer et remplacer les cartes défectueuses gratuitement dans un délai de référence de (5) jours ouvrés au plus tard.

Tous les frais liés aux cartes défectueuses seront à la charge du titulaire (transport, réimpression, conditionnement, autre...).

ARTICLE 10– CARTES DE PAIEMENT VOLÉS OU BLOQUEES ET LEUR REMPLACEMENT

En cas de perte, de vol au cours du transport, d'anomalie avérée lors de la réception et de la vérification du contenu, le titulaire devra proposer une procédure d'opposition existante en cas de perte ou de vol de cartes, notamment via un portail internet ou application téléchargeable par les agents.

Le titulaire mettra en place une procédure de remplacement pour assurer une nouvelle livraison à ses frais et dans un délai maximum de 72 heures à compter de la déclaration de perte ou de vol.

Une recherche informatique permettant de communiquer le lieu d'utilisation de la carte de paiement des titres restaurant et ce, exclusivement en cas de vol chez l'agent et sur justificatif d'un dépôt de plainte.

- ***Reprise et remboursement des titres restaurant périmés et/ou non utilisés***

Les modalités de reprise et de remboursement des titres périmés sont précisées dans l'offre du titulaire.

- **Pour une restitution des titres en cours d'année :**

Tout au long de l'année, les titres restaurant en cours de validité qui n'auraient pas été remis à un bénéficiaire absent (ou pour toute autre raison) pendant la période de référence pourront être retournés au titulaire qui en assurera le remboursement selon les modalités déterminées dans l'offre technique.

- **Pour les titres arrivés à échéance :**

Le titulaire s'engage à basculer les titres restaurant non utilisés dans les conditions prévues à cet effet à la date de fin de validité des titres.

ARTICLE 11– FIN DE MARCHE OU ARRET DES SERVICES

A l'issue du marché, le titulaire laissera aux porteurs de cartes une durée d'au moins 6 mois pour solder leurs crédits et avantages acquis. Pendant cette durée, il maintiendra l'accès à ses services (espace client, hotline...) sans supplément de prix.

Il en ira de même pour toute personne qui quitte les effectifs de l'IGN pendant la durée du marché.

A l'issue de cette période, le titulaire procèdera ou fera procéder à la destruction de l'ensemble des données personnelles qui lui ont été communiquées dans le cadre du présent marché. Cette obligation concerne également les données qu'il aurait transmises à des tiers (partenaires commerciaux).

Un certificat attestant de ladite destruction, tant pour le titulaire que ses partenaires, devra être adressé au SASP dans les 30 jours suivant la cessation du service.

ARTICLE 12– NATURE, MODE DE PASSATION, FORME, MODE D'EXECUTION, DUREE ET ETENDUE DU MARCHE

NATURE ET MODE DE PASSATION :

Le présent accord-cadre est un marché public de services passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du code de la commande publique.

FORME :

C'est un accord-cadre conclu avec un unique opérateur économique se présentant seul ou en groupement d'entreprises.

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement, c'est à dire d'une décomposition en lots séparés.

L'IGN a décidé de recourir à un accord-cadre global au motif que la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

MODE D'EXECUTION :

L'accord-cadre est exécuté au moyen de bons de commande émis par l'IGN en tant que de besoin et ceci jusqu'au dernier jour de validité du marché.

DUREE :

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de réception de sa notification.

La notification consiste en un envoi du marché signé à son attributaire.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois.

Au-delà de cette période initiale, l'accord-cadre est renouvelable par tacite reconduction pour deux nouvelles périodes de douze mois chacune, sauf si l'IGN fait part aux titulaires, par pli recommandé et au moins trente jours avant la fin de la période en cours, de son intention de ne pas reconduire l'accord-cadre.

La durée de validité de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit mois suivant sa date de prise d'effet.

ETENDUE :

L'accord-cadre est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal de 380 000 euros hors taxes.

Le montant total des dépenses qui seront engagées par l'IGN ne pourra dépasser ce montant plafond.

L'IGN estime à 145 le nombre de ses agents qui seront bénéficiaires annuellement de titres-restaurant.

Le nombre estimatif de titres susceptibles d'être commandés est de 9600 sur une année civile et de 38 400 sur la durée maximale possible du marché (4 ans).

Ces estimations n'ont pas de valeur contractuelle et n'engagent pas l'IGN.

ARTICLE 13– PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) du titulaire et ses éventuelles annexes ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 24072 dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1er avril 2021. Ce document réputé connu n'est pas annexé au présent marché ;
4. Le cadre de réponse technique renseigné valant offre technique et le bordereau des prix unitaires renseigné valant offre financière du titulaire ;
5. Toutes autres pièces particulières contractuelles formalisées au stade de l'exécution du marché.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

14.1 - Principes généraux

La monnaie de référence du marché est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations à la date d'effet de ces dernières, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

14.2 - Détermination du prix

14.2.1 - Prix initiaux

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires remis par le titulaire. Les prix des prestations sont fermes.

Toutefois, l'IGN se réserve le droit de modifier la valeur faciale des titres-restaurant en cours d'exécution du marché. Cette modification éventuelle sera matérialisée par un avenant au marché mais les éventuels frais de gestion appliqués par le titulaire sur la valeur faciale resteront identiques.

14.2.2 - Prix de règlement des bons de commande

Le montant payé au titulaire par l'IGN correspond à une somme égale au nombre de titres émis multiplié par leur valeur faciale, augmentée des frais de gestion et moyens de rémunération appliqués par l'émetteur ou diminuée de rabais ou autres ristournes consenties grâce aux commissions perçues par l'émetteur sur les enseignes.

15.1 - Principes généraux

Le règlement des sommes dues en exécution d'un bon de commande est subordonné à la transmission préalable par le titulaire d'une facture valant demande de paiement.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées admises (nature, quantité et lieu(x) de livraison),
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

15.2 - Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

ARTICLE 16– MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les titres-restaurant sont cofinancés par l'IGN et les agents bénéficiaires. Le montant de la contribution de l'IGN est fixé à 60% de la valeur du titre.

Les ressources financières de l'IGN sont constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

Vu que la durée d'exécution de chaque bon de commande est systématiquement inférieure à deux mois, le marché n'ouvre pas droit au versement d'une avance.

ARTICLE 17– DEMARCHE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire doit mettre en œuvre toutes les actions utiles pour réduire son impact environnemental et promouvoir une gestion durable des ressources mobilisées pour exécuter le marché.

L'offre technique du titulaire détaille les mesures environnementales qu'il s'engage à mettre en œuvre.

ARTICLE 18– SECRET- CONFIDENTIALITE

Le titulaire garde pendant toute la durée de l'accord-cadre et après son achèvement, le secret le plus strict vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à titre confidentiel.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de son propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité au(x) sous-traitant(s) éventuel(s) du titulaire.

ARTICLE 19– SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial doit être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision. Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 20– ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21– CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

A compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN de l'accord-cadre est assuré par le service d'action sociale et de prévention (SASP).

Le titulaire est informé du (ou des) référent(s) technique(s) IGN après notification de l'accord-cadre.

Le suivi administratif IGN de l'accord-cadre est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution de l'accord-cadre. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 22– RESILIATION

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN adressera un courrier recommandé avec demande d'accusé de réception signifiant la résiliation du marché. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision.

Dans les autres cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

ARTICLE 23– LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 24– LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent marché.

ARTICLE 25– DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé au chapitre V du CCAG-FCS.

.